



HAL
open science

La société civile en Tunisie face à la Covid-19. Le cas de la mobilisation spontanée des jeunes des villes de l'intérieur

Marouen Taleb

► To cite this version:

Marouen Taleb. La société civile en Tunisie face à la Covid-19. Le cas de la mobilisation spontanée des jeunes des villes de l'intérieur. Cahier des UMIFRE. Le magazine des unités mixtes / instituts français de recherche à l'étranger (UMIFRE), 2020. halshs-03143290

HAL Id: halshs-03143290

<https://shs.hal.science/halshs-03143290v1>

Submitted on 9 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La société civile en Tunisie face à la Covid-19

Le cas de la mobilisation spontanée des jeunes des villes de l'intérieur

Si, en Tunisie, la propagation de l'épidémie se fait, à l'heure actuelle, principalement au niveau des grandes villes du littoral (Grand Tunis, Sousse et Sfax), les mesures de confinement sont néanmoins appliquées à l'ensemble de la population tunisienne, aussi bien dans les zones urbaines que rurales.

Toutefois, l'impact sur les populations et le niveau de conscience de l'importance de ces mesures est très variable selon le milieu social (classes aisée, moyenne et populaire) et selon l'éloignement des grands centres urbains, considérés comme foyer de l'épidémie par les habitants des petites villes et des zones rurales. Ce sont ces populations qui se retrouvent en marge des grands réseaux de distribution de produits alimentaires focalisés nécessairement sur les grandes villes et aussi sur les marchés de gros de produits agricoles. De ce fait, les habitants des petites villes et des zones rurales se retrouvent impactés par les contrecoups des mesures de confinement sans toutefois avoir conscience du risque encouru par le non-respect des mesures sanitaires. Ces lieux s'avèrent propices à une propagation horizontale incontrôlée car ils sont très peu couverts par les services sanitaires et,

quand bien même elles le seraient, les structures sont très largement sous équipées. Ces aspects, liés à la marginalisation des services publics et à l'absence de politiques de développement spécifiques aux petites villes et aux zones rurales de l'intérieur du pays, caractérisent les programmes d'action des associations locales observées dans des villes comme Sbeitla (Centre-Ouest), Aïn Draham (Nord-Ouest) et de Beni Khedache (Sud-Est). Elles leur ont permis, jusque-là, d'évaluer le danger que pourrait représenter l'épidémie pour leurs communautés.

Depuis la révolution, ces associations ont bénéficié de programmes et de financements internationaux. Par ailleurs, leurs membres suivent régulièrement des formations en gestion de conflits, en leadership, en montage de projets, en techniques de communication et de participation citoyenne. Ils ont ainsi acquis un niveau de conscience assez précis



Le conseil de sécurité local à Beni Khedache



Jeune femme de l'association Achbel Khmir à Aïn Draham collant des affiches pour la sensibilisation contre la Covid-19



Visite de soutien des jeunes de Adhwa Sufeitula à la Garde nationale à Sbeitla



Regroupement des produits de stérilisation et de protection par les jeunes de Adhwa Sufeitula à Sbeitla

des problématiques de la vie quotidienne de leurs communautés et sont très bien renseignées sur les tenants et aboutissants de l'épidémie de Covid-19 au niveau mondial. De ce fait, les associations ont, dès le début de la crise, mené des actions de sensibilisation à destination des agents des institutions publiques locales, puis à destination des populations, par le biais de techniques de communication assez originales diffusées dans les cafés, dans les marchés ou par le porte-à-porte : vulgarisation des mesures de protection au moyen de schémas de l'OMS imprimés sur des pancartes, projections pour des personnes âgées de vidéos de la situation en Italie et en Chine depuis les smartphones, etc. Elles ont également très vite fait pression sur les autorités pour faire appliquer les mesures de confinement, les restrictions de déplacement et les mesures de distanciation. Pour faire respecter ces dernières, plusieurs membres d'associations ont organisé les longues files d'attente des citoyens devant les bureaux de poste venus recevoir les 200 dinars au titre d'aide sociale d'urgence. Les membres des associations Achbel Khmir à Ain Drahem (initiative des Clubs jeunes entreprendre financée par l'AFD via Mercy Corps), Adhwa Sufeitula à Sbeitla et l'association pour la protection du patrimoine à Beni Khedache collectent les produits de stérilisation à destination des structures sanitaires locales et les matières premières pour la confection de masques. Ces membres ont acquis du matériel spécialisé, comme des pompes et des combinaisons de protection, et ont mené des actions de stérilisation des espaces publics. À Sbeitla, les associations se sont organisées pour la collecte et la distribution de dons de produits alimentaires aux familles nécessiteuses. À Beni Khedache, les associations les plus actives ont été intégrées au « conseil de sécurité local » qui s'apparente à une cellule de crise pilotée par le PNUD afin de mieux faire accepter les décisions

« Il est intéressant de noter que les programmes de renforcement des capacités de la société civile tunisienne, qui ont fait l'objet de critiques sur leur utilité et sur la pertinence de les financer, montrent actuellement, sur le terrain, les fruits d'années de préparation ».

des autorités locales aux populations et de mieux renseigner ces dernières sur les familles nécessiteuses. En effet, les données dont disposent les représentants de l'État sont souvent anciennes. Pour finir, il est intéressant de noter que les programmes de renforcement des capacités de la société civile tunisienne, qui ont fait l'objet de critiques sur leur utilité et sur la pertinence de les financer, montrent actuellement, sur le terrain, les fruits d'années de préparation et mettent sur le devant de la scène des jeunes hommes et femmes engagé-e-s à protéger et à servir leur communauté respective. De ce fait, les tenants des thèses de désenclavement territorial des jeunes des régions marginalisées de l'intérieur trouvent dans cette période de crise un contre-exemple assez significatif. En effet, par-delà les chiffres qui montrent que ces petites villes de l'intérieur constituent un cadre répulsif pour la jeunesse mais également un rejet de cette même jeunesse pour l'engagement associatif, le fait est que l'on assiste depuis quelques années à l'émergence d'une génération de jeunes engagés et bien au fait de l'importance de la participation citoyenne aux affaires locales. Ainsi, il est à prévoir que dans la continuité des élections communales de 2018, les prochaines élections locales voient l'apparition de candidats de plus en plus jeunes et jouissant d'un capital politique qui supplanterait celui des partis, mais surtout qui serait basé sur des actions de terrain et non sur l'idéologie.

➤ Marouen TALEB (Chercheur post-doctorant à l'IRMC)

En savoir plus

Cet article est tiré de l'ouvrage collectif *Vivre au temps du Covid-19. Chroniques de confinement : regards de chercheurs depuis la Tunisie*, dirigé par Oissila Saaidia et publié en juin 2020 (à Tunis) aux éditions IRMC-Nirvana.